

La note
de veille

Centre d'analyse stratégique
18 rue de Martignac
75700 Paris cedex 07
Site Internet : www.strategie.gouv.fr

France

> REDÉMARRAGE DE L'ACTIVITÉ
DES GRANDES SURFACES

Les ventes des sociétés de grandes surfaces ont enregistré une hausse supérieure à 2,2 % en 2005, après une année 2004 marquée par une récession (baisse de 0,5 %) inconnue depuis leur création en 1963. Plusieurs causes sont avancées : hausse des marges du fait de la loi Galland ; croissance de la consommation commercialisable, notamment dans le secteur non

alimentaire (baisse des prix des produits technologiques : ordinateurs, appareils numériques, téléviseurs haute définition) ; effort de fidélisation de la clientèle ; mais également **possible ralentissement, qu'il est encore trop tôt de confirmer, de la croissance des maxi-discomptes** (types Ed, Lidl), lesquels avaient enregistré une progression de 6 % à 7 % sur les trois dernières années et pris d'importantes parts de marché aux grandes surfaces dans le domaine alimentaire.

Europe

> QUELLES PROPOSITIONS
DES RESPONSABLES POLITIQUES
SUR L'AVENIR DE L'EUROPE ?

Le Conseil européen de juin prochain doit clore la "pause de réflexion" qu'il a initiée après les référendums français et néerlandais. La multiplication récente des prises de position illustre la variété des points de vue. Devant l'université de Copenhague, le 21 avril, le Premier ministre danois, A.-F. Rasmussen, s'est prononcé en faveur d'un processus repartant de zéro, avec **un nouveau traité**, en vue d'une Europe des projets. Le même jour, le Premier ministre belge, G. Verhofstadt, a plaidé pour des "**États-Unis d'Europe**", fondés sur la zone euro et si nécessaire élargis à un deuxième cercle, soit une confédération d'États. Romano Prodi, quant à lui, soutient la création d'**un noyau dur des États membres** les plus intégrationnistes et d'une Constitution simplifiée. Le Collège des Commissaires européens entend dégager des pistes de propositions à l'issue d'un séminaire à huis clos les 27 et 28 avril.

> ...ET QUELLE CONTRIBUTION
DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
ET DES CITOYENS ?

Des membres de la société civile (dont des euro-sceptiques) ont pu exposer leur avis sur l'avenir de l'Europe, à l'occasion d'un débat organisé par le Parlement européen. Le principal message qui s'est dégagé à l'issue de l'audition spéciale des 24 et 25 avril à Bruxelles, est qu'**une Union européenne seulement bureaucratique et économique ne suffira pas à rallier les opinions publiques**. Ont ainsi été mis en avant le besoin d'une mission plus claire, d'une priorité donnée à l'éducation et à la culture, d'une transparence accrue des institutions européennes, de plus de dimensions sociale et écologique, d'un rôle plus affirmé au niveau mondial et d'"une âme européenne". Ces différents points rejoignent les contributions des citoyens sur le forum de discussion, lancé il y a un mois par la Commission, qui font souvent référence à l'histoire, aux valeurs, même à l'émotion, notamment sur la question des frontières.

> INQUIÉTUDES DU PARLEMENT EUROPÉEN SUR L'EFFICACITÉ DU FUTUR FONDS EUROPÉEN D'AJUSTEMENT À LA MONDIALISATION

Les députés européens ont voté en mars 2006 une résolution en séance plénière, réclamant de nouvelles mesures pour lutter contre les restructurations, des moyens financiers en conséquence et un contrôle des aides communautaires. C'est dans cette optique que les députés de la commission "Emploi et Affaires sociales" ont critiqué

la proposition de la Commission relative au Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM), lors d'un échange de vues avec le Commissaire européen Spidla le 21 avril. Ils ont en particulier douté de **sa complémentarité avec les outils existants**, dont le Fonds social européen. V. Spidla a répondu que le FEM méritait une expérimentation de terrain, seule à même de démontrer son efficacité, sur la base de critères d'aide devant être très précis. Nommée rapporteure, Roselyne Bachelot (PPE, France) a déjà stigmatisé un manque d'ambition, notamment budgétaire, de la Commission européenne.

> QUI A BESOIN D'UN LOGEMENT ÉCONOMIQUEMENT ACCESSIBLE AUX ÉTATS-UNIS ?

L'expansion économique des années 1990 a occulté certaines tendances révélant le besoin croissant de logements économiquement accessibles. La définition admise du taux d'effort supportable par un ménage américain pour financer son logement est qu'il consacre au plus 30 % de ses revenus annuels à son logement. Douze millions de ménages locataires et propriétaires au moins consacrent actuellement plus de 50 % de leur salaire annuel à leur logement. **Une famille avec un seul salaire à plein temps, au salaire minimum, ne peut financer au prix du marché locatif local un appartement de 2 pièces, et ce quel que soit l'État considéré.**

Source : *Housing & Urban Development State Department – Washington D.C.*, <http://www.hud.gov/offices/cpd/affordablehousing/>

> GRANDE-BRETAGNE ET ÉTATS-UNIS : LUTTE CONTRE LES SITES PORNOGRAPHIQUES

La Grande-Bretagne a mis en place le 24 avril un nouvel organisme de lutte contre la pédophilie sur Internet, le *Child Exploitation and Online Protection Centre*. Doté d'un budget annuel de 7 millions d'euros, le CEOP repose sur **une coopération inédite entre les forces de l'ordre, les associations de protection de l'enfance et les industriels de l'Internet**. Plusieurs moyens tant répressifs que préventifs sont envisagés : systèmes de traçabilité des pédophiles, publication sur l'Internet des photographies des pédophiles en fuite, développement de nouveaux logiciels intégrant des protections pour les enfants, identification et orientation des victimes vers des dispositifs d'aide. Cette décision intervient une semaine après la proposition par l'administration Bush d'un projet de loi, appelé *Child Pornography and Obscenity Prevention Amendments of 2006*, en vertu duquel les opérateurs de sites Internet

affichant un contenu pornographique "explicite" encourraient une peine d'emprisonnement allant jusqu'à 5 ans, s'ils n'affichaient pas sur leurs pages un avertissement officiel rédigé par la Federal Trade Commission prévenant les internautes de la nature du contenu s'y trouvant.

Source : *CEOP, Child Exploitation and Online Protection Centre*, <http://www.ceop.gov.uk/pdfs/CEOP%20Booklet.pdf>

> PERSPECTIVES DU MARCHÉ DES "CRÉDITS CARBONE"

Dans le cadre des mécanismes de développement propre (Protocole de Kyoto, 13 février 2005), les États et entreprises des pays développés peuvent acheter des "crédits carbone", à raison d'une tonne de CO2 par crédit, en investissant dans des projets de réduction des gaz à effet de serre (GES) dans des pays en développement. Le Brésil est le leader mondial en projets de vente de "crédits carbone", un marché qui a représenté 9,4 milliards d'euros en 2005, selon Point Carbon. Sur 150 opérations d'achat de crédits de carbone, le Brésil avec 37 programmes enregistrés à l'ONU – en charge de la vérification des projets – devance l'Inde (28), le Mexique (15), le Chili (10), le Honduras (9) et la Chine (7). Mais l'Inde, avec 16 projets de plus en phase d'évaluation et susceptibles d'être approuvés, pourrait le détrôner dans les prochains mois. Cette vitalité des projets de réduction des émissions de GES dans les pays émergents pourrait donner **une plus grande liquidité au futur marché international de quotas** pour la première période d'engagement 2008-2012. Les perspectives financières annoncées seraient également susceptibles d'atténuer les réticences de ces pays à se doter d'objectifs de réduction contraignants après 2012.

Sources : *Brasil International Gazeta*, 10/04/06 et *Point Carbon*, "Carbon 2006 : Towards a Truly Global Market", 28/02/2006, http://www.pointcarbon.com/wimages/Carbon_2006_final_print.pdf

> CROISSANCE MONDIALE : LE RÔLE DE LA LIQUIDITÉ

Les projections du Fonds monétaire international (*World Economic Outlook 2006*) rappellent que **l'économie mondiale connaît une vague d'expansion** économique inégalée depuis 30 ans. La vigueur de la croissance, d'un rythme voisin ou supérieur à 5 % depuis 2004, et le rôle moteur joué par les pays émergents d'Asie constituent les éléments les plus saillants de cette reprise. Plus que pour d'autres épisodes de croissance, la hiérarchie des performances relève d'une logique de rattrapage, y compris en Europe. Tout en soulignant les facteurs de vulnérabilité importants, notamment les risques de surréaction des taux de change inhérents à l'accentuation des déséquilibres mondiaux, le FMI a relevé de 0,6 point ses prévisions pour 2006 (à 4,9 %) et tablé sur un maintien de cette tendance pour 2007 (4,7 %).

Cet optimisme tient premièrement aux conditions de financement favorables sur le marché mondial des capitaux, avec des primes de risque et une volatilité très faibles pour les pays développés et émergents, une épargne nette des pays émergents exceptionnellement élevée, des excédents records des entreprises dans les pays du G7 (le FMI parle de "trésorerie à gogo"), une abondance de liquidité en quête de rendement qui facilite le bouclage financier et limite la dégradation de la position extérieure globale nette des États-Unis. La projection du FMI semble témoigner d'un phénomène d'apprentissage hérité des précédents cycles concernant la fonction stabilisatrice que peut exercer la liquidité mondiale.

Croissance au cours des quatre premières années de reprise mondiale

	Moyennes annuelles en %				
	1984-1987	1994-1997	2003-2006	Prévision	
				2006	2007
Monde	4,1	4,0	4,8	4,9	4,7
États-Unis	4,5	3,7	3,5	3,4	3,3
Japon	3,7	2,1	2,1	2,8	2,1
UE	2,8	2,7	2,1	2,4	2,3
Zone Euro	2,3	2,2	1,5	2,0	1,9
France	1,7	1,7	1,7	2,0	2,1
Allemagne	2,2	1,9	0,9	1,3	1,0

Source : FMI, OCDE

Chaque reprise s'est en effet opérée depuis 30 ans sur fond de déséquilibre financier, doublé d'une bulle sur certains actifs. Chaque épisode semblait contenir les germes d'une crise de nature potentiellement systémique. La reprise de la seconde moitié des années 1980 a buté sur le surendettement des ménages et la crise des institutions financières avec une explosion concomitante de la bulle immobilière dans de nombreux pays. La reprise de la seconde moitié des années 1990 a buté sur le surendettement des entreprises, l'explosion induite de la bulle boursière et la dépréciation des actifs financiers des ménages et des actifs intangibles des entreprises. La reprise actuelle se joue sur fond de surendettement des ménages et de bulle immobilière.

Or, à y regarder de près **le pessimisme sur les fondamentaux de la reprise s'est souvent avéré excessif**. L'accident financier qui devait en arrêter l'élan a bien joué mais plus tardivement et moins intensément que prévu. L'abondance des liquidités mondiales a eu un rôle d'amortisseur. Le recyclage des liquidités, à travers la constitution massive de réserves de change du côté des pays asiatiques, a permis un bouclage du financement des déséquilibres de paiement, tandis que le déplacement des liquidités entre marchés boursiers, obligataires et hypothécaires a modéré les effets de richesse négatifs attendus. Chaque grande vague de reprise mondiale a été ponctuée de crises de mi-parcours et a puisé un nouvel élan dans l'émission de liquidités induite pour y remédier. Ce fut le cas de l'éclatement du krach boursier de 1987, de la crise de change et de solvabilité bancaire des pays émergents en 1997-1998. De plus, l'alternance d'un cycle à l'autre des agents privés (ménages/entreprises) qui s'exposent au risque d'endettement a permis à l'économie de rebondir après chaque crise.

Ces constats signalent qu'en dépit des déséquilibres perçus qui sous-tendent la reprise mondiale, la thèse de l'insoutenabilité doit être maniée avec prudence. Le secteur immobilier est certainement proche d'un point critique, mais le report des liquidités mondiales vers les segments obligataires entretient l'inertie des taux longs. Le rétablissement de la trésorerie des entreprises relance aussi les opérations de fusion-acquisition, entraînant dans leur sillage les Bourses à la hausse. **L'abondance des liquidités préserve donc à nouveau la croissance mondiale, sauf à considérer la hausse des prix du pétrole comme une possible entrave**. La montée des prix du pétrole interroge en effet la robustesse des mécanismes d'ajustement des marchés mondiaux au déséquilibre global persistant que constitue le déficit commercial américain.

Pour des raisons historiques, l'idée de "crise" est fréquemment associée à la montée des prix du pétrole. **La référence aux chocs pétroliers de 1973-1974 et 1979-1980 est pourtant trompeuse** pour plusieurs raisons. D'abord, les pays exportateurs de pétrole (PEP) sont dans une logique de prudence : comme le souligne le FMI, leur propension à allouer leurs revenus pétroliers additionnels à de l'épargne est forte ce qui contribue au maintien de taux d'intérêt bas. Le développement des marchés financiers depuis les années 1970 facilite le processus de recyclage des pétrodollars. Surtout, la baisse de l'intensité de la croissance en pétrole réduit les risques de diffusion inflationniste dans les pays importateurs. Tout se passe donc comme si les acteurs avaient intégré le caractère permanent, ou pour le moins durable, de cette nouvelle augmentation des prix pétroliers et se gardaient de (sur)réagir. Mais, le fait que les PEP aient peu augmenté leurs importations et les aient réorientées aux dépens des produits américains signifie que la hausse de la facture énergétique américaine ne saurait être compensée par un surcroît d'exportations en direction des PEP. De même, la faible inflation dans les pays déve-

loppés et la forte propension à l'épargne des PEP tendent au maintien de taux d'intérêt bas, mais dope la demande des pays importateurs de pétrole et accroît en retour les déséquilibres des balances commerciales.

La majorité des conjoncturistes, et notamment le FMI, estiment qu'il ne faut pas sous-estimer le

pouvoir de "résilience" des économies, c'est-à-dire la capacité d'adaptation du système aux chocs de prix. Néanmoins, **la tendance à une amplification cumulative des déséquilibres de balances des paiements demeure**. Pour le FMI, le principal risque financier associé à l'augmentation actuel des cours pétrolier est celui-là.

> IMPRÉCISION DES SONDAGES SUR LA SÉCURITÉ

Dans la revue scientifique *Surveillance and Society*, Kevin Haggerty et Amber Gazso critiquent **les sondages réalisés auprès de la population sur leur degré d'acceptation des technologies de surveillance** (vidéosurveillance, sécurité privée, Internet). En effet, les instituts de sondage mettent tous en évidence que 70 % des personnes interrogées se disent favorables à l'implantation de ces technologies. En revanche, ils omettent souvent de préciser la faiblesse des taux de réponse : 10 % et moins. Cet article remet donc en question la validité de ces sondages, sur lesquels s'appuient les gouvernants et les entreprises privées pour justifier le déploiement de technologies de plus en plus intrusives. [http://www.surveillance-and-society.org/Articles3\(2\)/opinion.pdf](http://www.surveillance-and-society.org/Articles3(2)/opinion.pdf)

> RAPPORT DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA DÉLINQUANCE SUR LES VIOLENCES URBAINES

L'Observatoire national de la délinquance a rendu public le 9 mars les statistiques concernant les violences urbaines en 2005, qui en recensent 110 206, **dont un cinquième au cours des événements de novembre**. La grande majorité des faits relevés sont des incendies de véhicules (45 588), poubelles (30 040), biens publics (6 996). Suivent les jets de projectiles (9 063), les dégradations de mobilier urbain (7 893), les violences à l'encontre des services de sécurité, de secours et de santé (5 143) et les rodéos automobiles (4 735). Ces statistiques ont été réalisées à partir de

l'Indicateur national des violences urbaines, mis en place par le ministère de l'Intérieur le 1^{er} janvier 2005. Aucune comparaison avec les années précédentes n'est possible, le précédent indicateur ayant été supprimé en 2001.

<http://www.inhes.interieur.gouv.fr>

> DÉBATS SUR LA POLITISATION, REMÈDE À TOUS LES MAUX DE L'UNION EUROPÉENNE ?

L'association "Notre Europe" et l'université libre de Bruxelles (ULB) organisent le 4 mai prochain, à Bruxelles, un séminaire conjoint, sur un thème d'importance : la division droite/gauche doit-elle devenir l'alpha et l'oméga au Parlement européen, à la Commission, et peut-être au Conseil ? Deux récentes contributions, publiées par "Notre Europe", portent sur cette question un regard aigu et contrasté. La politisation, telle que présentée par Simon Hix, a l'avantage a priori, surtout pour ceux qui cherchent à sortir rapidement de la crise, de présenter des modifications du mécano institutionnel (président du Parlement européen élu pour 5 ans, transparence des délibérations législatives du Conseil, programme de travail de la Commission s'inspirant des promesses électorales de son président...). Stephano Bartolini, pour sa part, alerte sur une démarche qui, faute d'être maîtrisée, renverrait l'Union européenne dans l'ornière au lieu de la redynamiser en mettant notamment en doute la capacité des partis politiques à faire émerger un "parti politique européen".

http://www.notre-europe.asso.fr/article.php3?id_article=1020&lang=fr

Centre d'analyse stratégique
18 rue de Martignac
75700 Paris cedex 07
Téléphone 01 45 56 51 00
Site Internet :
www.strategie.gouv.fr

